VOUS AVEZ DIT CONCORDAT ?

En Droit privé, un concordat est un acte entre deux parties qui concluent un accord (notamment financier) qui met fin à un conflit d'intérêt.

En Droit public, un concordat est un traité qui précise, au sein d'un État, les relations entre le pouvoir politique et le pouvoir religieux. C'est alors souvent l'acte qui met fin à un conflit entre les deux puissances.

Le Concordat de 1801 (celui toujours en vigueur en Alsace et en Moselle) a pour objectif de rétablir la paix intérieure après les turbulences révolutionnaires. Son préambule dispose qu'il est établi « tant pour le bien de la religion que pour le maintien de la tranquillité intérieure ».

Ce traité signé par Bonaparte, alors Premier Consul, et le Pape Pie VII, est **un court texte de 17 articles qui ne font qu'énoncer quelques principes** :

- Il acte une reconnaissance mutuelle, de la République par l'Église, du catholicisme comme « religion de la grande majorité des citoyens français ».
- L'Église renonce aux biens qui lui ont été confisqués sous la Révolution, en contrepartie, le principe du salariat des prêtres est affirmé.
- L'État contrôle l'Église, puisque les évêques sont nommés par le Premier consul (ensuite par les autres chefs d'État, quel que soit leur titre). Ceux-ci prêtent serment de fidélité au gouvernement (disposition abandonnée à la fin du XIX^e siècle).

Au sens strict du terme, le Concordat n'est rien d'autre.

Ce n'est pas un règlement d'organisation de l'Église de France : ce sont les Articles organiques pour le culte catholique de 1802, en quelque sorte un décret d'application du Concordat, adopté unilatéralement par Bonaparte, qui jouent ce rôle. Ils seront complétés en 1809 par un décret sur les fabriques qui définit les relations entre les paroisses catholiques et les municipalités.

Ce n'est pas non plus un texte régissant les églises protestantes, luthériennes et calvinistes **et le culte juif** : ce sera l'objet d'Articles organiques particuliers pour les protestants en 1802 et de décrets spécifiques au culte juif en 1808

Le Concordat ne dit rien non plus de l'École publique, puisque celle-ci n'existe pas en 1801. C'est la loi Falloux de 1850 (complétée et amendée par des textes allemands durant l'annexion de 1871 à 1918) qui y imposera un enseignement religieux.

Rien non plus dans ce traité sur les facultés publiques de théologie à Strasbourg, créations allemandes.

Toujours rien sur le délit de blasphème (supprimé par une loi de 2017), un élément du Code pénal allemand... **Ou sur les jours fériés** (« vendredi-saint » et lendemain de Noël) **et les règles d'ouverture des commerces les dimanches** : il s'agit là de dispositions du Code du travail et du Code de commerce allemands...

Bien entendu, le Concordat ne dit rien non plus de la Sécurité sociale ou du droit de la chasse, qui sont, tout comme lui, des éléments d'un Code du droit local alsacien et mosellan protéiforme.

Et pourtant, on a souvent, et à tort, coutume de dire de l'ensemble des dispositions énumérées ci-dessus qu'elles appartiennent au « régime concordataire ».

On qualifie aussi souvent de concordataires toutes les dispositions qui fixent des relations privilégiées entre l'État et les cultes (ainsi pour la Guyane ou les collectivités d'Outre-Mer). Or celles-ci n'ont juridiquement aucun lien avec le texte de 1801 !

Afin que chacun puisse vérifier ces affirmations, il peut être utile de reproduire ici intégralement le texte du Concordat. À sa lecture, on constatera que si d'autres dispositions que celles énoncées ci-dessus apparaissent, celles-ci n'ont plus aucun effet actuel, elles n'avaient pour objectif que de rétablir une situation que la Révolution avait fortement perturbée.

Michel SEELIG 2023

CONVENTION Entre sa Sainteté Pie VII et le Gouvernement français.

Le Gouvernement de la République reconnaît que la religion catholique, apostolique et romaine, est la religion de la grande majorité des citoyens français.

Sa Sainteté reconnaît également que cette même religion a retiré et attend encore en ce moment le plus grand bien et le plus grand éclat de l'établissement du culte catholique en France, et de la profession particulière qu'en font les Consuls de la République.

En conséquence, d'après cette reconnaissance mutuelle, tant pour le bien de la religion que pour le maintien de la tranquillité intérieure, ils sont convenus de ce qui suit :

Art. 1^{er}. La religion catholique, apostolique et romaine, sera librement exercée en France. Son culte sera public, en se conformant aux règlements de police que le Gouvernement jugera nécessaires pour la tranquillité publique.

II. Il sera fait par le Saint-Siège, de concert avec le Gouvernement, une nouvelle circonscription des diocèses français.

III. Sa Sainteté déclarera aux titulaires des évêchés français, qu'elle attend d'eux, avec une ferme confiance, pour le bien de la paix et de l'unité, toute espèce de sacrifices, même celui de leurs sièges.

D'après cette exhortation, s'ils se refusaient à ce sacrifice commandé par le bien de l'église (refus néanmoins auquel sa Sainteté ne s'attend pas), il sera pourvu, par de nouveaux titulaires, au gouvernement des évêchés de la circonscription nouvelle, de la manière suivante :

IV. Le premier Consul de la République nommera, dans les trois mois qui suivront la publication de la bulle de sa Sainteté, aux archevêchés et évêchés de la circonscription nouvelle. Sa Sainteté conférera l'institution canonique suivant les formes établies par rapport à la France, avant les changements de gouvernement.

V. Les nominations aux évêchés qui vaqueront dans la suite, seront également faites par le premier Consul ; et l'institution canonique sera donnée par le Saint Siège, en conformité de l'article précédent.

VI. Les évêques, avant d'entrer en fonctions, prêteront directement, entre les mains du premier Consul, le serment de fidélité qui était en usage avant le changement de gouvernement, exprimé dans les termes suivants : « Je jure et promets à Dieu, sur les saints évangiles, de garder obéissance et fidélité au Gouvernement établi par la Constitution de la République française. Je promets aussi de n'avoir aucune intelligence, de n'assister à aucun conseil, de n'entretenir aucune ligue, soit au dedans, soit au dehors, qui soit contraire à la tranquillité publique ; et si, dans mon diocèse ou ailleurs, j'apprends qu'il se trame quelque chose au préjudice de l'État, je le ferai savoir au Gouvernement ».

VII. Les ecclésiastiques du second ordre prêteront le même serment entre les mains des autorités civiles désignées par le Gouvernement.

VIII. La formule de prière suivante sera récitée à la fin de l'office divin, dans toutes les églises catholiques de France : *Domine, salvam fac Rempublicam ; Domine, salvos fac Consules.*

IX. Les évêques feront une nouvelle circonscription des paroisses de leurs diocèses, qui n'aura d'effet que d'après le consentement du Gouvernement.

X. Les évêques nommeront aux cures. Leur choix ne pourra tomber que sur des personnes agréées par le Gouvernement.

XI. Les évêques pourront avoir un chapitre dans leur cathédrale, et un séminaire pour leur diocèse, sans que le Gouvernement s'oblige à les doter.

XII. Toutes les églises métropolitaines, cathédrales, paroissiales et autres non aliénées, nécessaires au culte, seront mises à la disposition des évêques.

XIII. Sa Sainteté, pour le bien de la paix et l'heureux rétablissement de la religion catholique, déclare que ni elle, ni ses successeurs, ne troubleront en aucune manière les acquéreurs des biens ecclésiastiques aliénés, et qu'en conséquence la propriété de ces mêmes biens, les droits et revenus y attachés, demeureront incommutables entre leurs mains ou celles de leurs ayant cause.

XIV. Le Gouvernement assurera un traitement convenable aux évêques et aux curés dont les diocèses et les cures seront compris dans la circonscription nouvelle.

XV. Le Gouvernement prendra également des mesures pour que les catholiques français puissent, s'ils le veulent, faire en faveur des églises, des fondations.

XVI. Sa Sainteté reconnaît dans le premier Consul de la République française, les mêmes droits et prérogatives dont jouissait près d'elle l'ancien gouvernement.

XVII. Il est convenu entre les parties contractantes, que, dans le cas où quelqu'un des successeurs du premier Consul actuel ne serait pas catholique, les droits et prérogatives mentionnés dans l'article ci-dessus, et la nomination aux évêchés, seront réglés, par rapport à lui, par une nouvelle convention.

Les ratifications seront échangées à Paris dans l'espace de quarante jours.

Fait à Paris, le 26 messidor de l'an 9 de la République française [15 juillet 1801]